

**Union européenne - Géorgie : Le
Conseil affaires générales (cohésion)
approuve une assistance financière
de 45 millions d'euros -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 12 avril 2018)**

Le 12 avril 2018, le Conseil a adopté une décision attribuant à la Géorgie une assistance macrofinancière d'un montant maximal de 45 millions d'euros.

Cette aide est destinée à couvrir les besoins financiers du pays, en soutenant ses efforts de stabilisation économique et son programme de réformes structurelles.

L'économie géorgienne est jugée vulnérable en raison de l'ampleur du déficit courant et du niveau élevé de la dette extérieure, tandis que ses réserves de change sont devenues insuffisantes.

L'assistance macrofinancière est une forme de concours financier consenti par l'UE aux pays partenaires qui connaissent une crise de leur balance des paiements. Elle est uniquement destinée aux pays qui bénéficient d'un soutien du FMI. C'est la troisième opération engagée en faveur de la Géorgie depuis le conflit militaire entre ce pays et la Russie en août 2008.

Les deux premières opérations d'assistance macrofinancière de l'UE, d'un montant de 46 millions d'euros chacune, ont été promises lors d'une conférence internationale des donateurs en octobre 2008. L'UE fournit également une assistance dans le cadre de sa politique de voisinage.

La Géorgie a adhéré au Partenariat oriental de l'UE en 2009. Le 1er juillet 2016 marque la date d'entrée en vigueur d'un accord d'association UE-Géorgie qui prévoit l'introduction progressive de dispositions en matière de libre-échange.

La décision relative à l'assistance macrofinancière a été adoptée sans débat lors d'une session du Conseil des affaires générales. Elle a été approuvée par le Parlement européen le 14 mars 2018.

Les décaissements seront subordonnés au respect par la Géorgie de mécanismes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi qu'à la garantie du respect des droits de l'Homme. La Commission et le Service européen pour l'action extérieure sont chargés de veiller à ce que le pays remplisse ces conditions.

Les décaissements seront également soumis à des conditions de politique économique et à des conditions financières. Celles-ci porteront principalement sur des réformes structurelles et une saine gestion des finances publiques et leur réalisation sera inscrite dans un calendrier. Elles seront définies dans un protocole d'accord conclu entre la Géorgie et la Commission. La mise en oeuvre sera surveillée par la Commission./.